

18.01.2018 – 13:56 Uhr

L'initiative "Eau potable" entraînerait une hausse des importations de denrées alimentaires

Zurich (ots) -

Le groupe d'industrie Agrar rejette l'initiative populaire « Pour une eau potable propre et une alimentation saine ». Son exigence de ne subventionner que les paysans qui travaillent sans utiliser de produits phytosanitaires ni d'antibiotiques à titre prophylactique est irréaliste, déséquilibrée et indifférente aux besoins réels de la paysannerie comme à ceux de la population dans son ensemble.

L'usage d'antibiotiques comme activateurs de croissance est déjà interdit en Suisse depuis 1999. De même, depuis avril 2016 la loi proscrit formellement leur prescription à titre prophylactique sur notre sol. Enfin aucun agriculteur ne reçoit en Suisse de paiements directs pour la raison qu'il utilise des produits phytosanitaires. Comme le souligne Anna Bozzi, responsable du dossier au sein du groupe d'industrie Agrar chez scienceindustries : « C'est celui qui en utilise le moins qui est récompensé. En Suisse, des règles judicieuses et adéquates régissent aujourd'hui l'utilisation de produits phytosanitaires et d'antibiotiques ».

Sans protection phytosanitaire, il ne serait plus possible d'honorer le mandat constitutionnel d'un approvisionnement sûr de la population suisse. D'après les calculs de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la baisse de rendement des récoltes pourrait aller jusqu'à 40% en cas de renoncement total à la protection des plantes. Ces estimations valent aussi pour la Suisse. Il faudrait même s'attendre à cent pour cent de pertes dans certaines cultures comme la vigne, les fruits, les pommes de terre et les légumes. « Les auteurs de l'initiative feraient bien de se pénétrer de cette réalité : tout type d'agriculture - conventionnelle aussi bien que biologique - a besoin de produits phytosanitaires », insiste Anna Bozzi.

La qualité de l'eau potable est très bonne en Suisse. L'initiative ne ferait que créer des problèmes

En Suisse, 70 pour cent de l'eau potable peut être distribuée sans traitement coûteux. A l'échelle mondiale, c'est un niveau record et ça doit le rester. Dans le cadre de nombreux projets et campagnes d'information, l'industrie agricole milite déjà pour la meilleure protection possible des eaux (voir encadré page suivante). Des mesures extrêmes comme celles que réclament les auteurs de l'initiative sont inutiles et déplacées puisqu'elles auraient de graves conséquences pour la production de denrées alimentaires en Suisse. La production autochtone, en effet, ne pourrait plus contribuer de manière satisfaisante à l'approvisionnement de la population suisse. Les denrées alimentaires locales renchériraient inévitablement. Les quantités manquantes de produits agricoles devraient être compensées par des importations supplémentaires. C'est clairement contraire aux objectifs de l'agriculture suisse et aux dispositions de la Constitution fédérale. Il faudrait aussi s'attendre à des transferts de production à l'étranger, avec pour corollaire une augmentation des risques et du degré de dépendance, ainsi qu'une multiplication des transports internationaux de denrées alimentaires, préjudiciables à l'environnement.

La Suisse doit rester dans le peloton de tête de l'innovation

La réduction durable des risques est un objectif que l'on peut atteindre grâce à l'innovation, aux activités de conseil, à l'application correcte des produits et à la formation continue. La Suisse est leader mondial de la recherche et du développement de substances actives et de produits phytosanitaires - de même qu'en matière de minimisation des risques et de durabilité. Il faut préserver cet atout.

Informations complémentaires : www.agrar-industrie.ch

Contact:

Renseignements :

Marcel Sennhauser, responsable Communication
marcel.sennhauser@scienceindustries.ch, tél. +41 44 368 17 44

Anna Bozzi, responsable du dossier
anna.bozzi@scienceindustries.ch, tél. +41 44 368 17 64